

« La laïcité pour 2017 et au-delà. De l'insoumission à l'émancipation », par François Cocq et Bernard Teper

La laïcité pour 2017 et au-delà de François Cocq et Bernard Teper (Penser et agir, Éric Jamet, éd., 2016, 8 €, voir ci-contre la [Librairie militante](#))

assume ses choix politiques. Ses auteurs ne se soumettent pas à la doxa d'une laïcité du « vivre ensemble inclusif », faussement consensuelle, qui cache un positionnement social-libéral. Non, expliquent-ils, la laïcité n'est pas neutre, car elle engage un modèle politique et se situe aujourd'hui au cœur d'un enjeu historique : en 2017, la France verra soit des communautés s'affronter, soit le peuple se refonder. Cette façon de concevoir et de soutenir la laïcité n'est pas neutre, elle non plus. À l'image de ce que Louis Althusser disait de la philosophie, la laïcité est aujourd'hui semblable à un champ de bataille, où des positions sont investies, perdues ou reprises, deviennent mineures ou hégémoniques... Dans ce terrain de lutte qu'est devenue la laïcité, où il s'agit d'occuper la position centrale, la laïcité signifierait-elle tout et son contraire, au gré des récupérations, des dérives et des mises à jour ? Aujourd'hui, presque tout le monde en France se déclare laïque, y compris ceux qui s'en voulaient naguère les contempteurs. La confusion est, du coup, à son comble, puisque s'affirment laïques des nostalgiques du Concordat, des communautaristes, des xénophobes et des racistes en tous genres. Hier opposé à la loi scolaire du 15 mars 2004, le Front national réclame aujourd'hui son extension à l'ensemble de l'espace public. Dans cette mêlée, Teper et Cocq ne se placent pas du côté d'une laïcité autoritaire car ils doutent qu'une multiplication d'interdictions et autres « délits d'entraves à la laïcité » fera reculer les intégrismes religieux. On ne les verra évidemment pas dans le camp d'une laïcité ouverte aux Indigènes de la République, diffuseurs de haine. Mais ils ne se replient pas derrière une laïcité obsidionale qui se pose en dernier rempart de la République. Et ils seront condamnés sans appel par les tenants d'une « laïcité ouverte et inclusive » pour qui l'État est laïque mais pas le peuple, et qui se

représentent ce dernier comme un agrégat de sous-ensembles juxtaposés et d'identités collectives figées, à propos desquels il serait déplacé de contester les dominations, les sectarismes et les violences. Par leur vision d'une laïcité réduite à la neutralité bienveillante de l'État à l'égard des religions, les laïques inclusifs conviennent au capitalisme globalisé. Tout autre est le rôle que *La laïcité pour 2017...* assigne à la laïcité.

En présentant la laïcité comme une « boussole », Cocq et Teper affirment un projet politique républicain et démocratique : celui du peuple, par le peuple et pour le peuple. À la suite de plusieurs générations militantes, ils luttent pour imposer leur interprétation populaire de la laïcité, en usant librement des sources étymologiques du mot laïcité : du grec, on tirera le peuple, son union par-delà les hiérarchies. De la source latine, on fera encore prévaloir le peuple, la masse, les gens de la base, que nul ne tient pour supérieurs aux autres... Sur un plan proprement politique, la laïcité qui s'expose dans l'ouvrage est républicaine : elle fait valoir l'esprit public et l'intérêt général, et se fonde sur l'universalité du peuple comme corps politique des citoyens libres et égaux en droits. Émancipée de l'opposition stérile entre la république et la démocratie, la laïcité qui est ici soutenue est également démocratique. Si elle œuvre pour l'émancipation de la mainmise de la religion sur les esprits, elle étend ce projet d'autonomie à la souveraineté du peuple. Le livre ne se contente d'une connivence étymologique entre les aspirations démocratiques et la laïcité. Il montre que le lien du principe de laïcité et du principe démocratique est de type historique et dialectique. Lorsque la démocratie est ébranlée, la laïcité régresse. Et, à l'inverse, les progrès de la laïcité sont historiquement accompagnés de reconstructions démocratiques. Cette dynamique tantôt descendante tantôt ascendante de la laïcité et de démocratie se cristallise dans le caractère fondamentalement social de la laïcité soutenue par les auteurs, pour qui la laïcité a partie liée aux combats pour une République sociale. Teper et Cocq se ressource dans Durkheim qui, malgré ses ambiguïtés, fait comprendre que l'atomisme social menace l'édifice républicain. En un moment où prolifèrent dans les médias divers sociologues et politologues réactionnaires, vendeurs de

communautarisme compassionnel et manipulateurs de l'histoire, Durkheim permet de montrer pourquoi les saillies de la laïcité républicaine furent historiquement des moments d'avancées sociales, et qu'il peut en être de même demain. Continuateurs de la gauche ouvrière et laïque des XIX^e et XX^e siècles, Teper et Cocq estiment que la revendication de la liberté de conscience ouvre sur une « conscience de soi sociale » et un refus de se soumettre à une prétendue « fatalité des injustices sociales ». La laïcité qu'ils portent est la République sociale au sein de laquelle les droits sociaux et les protections sociales découlent des droits promus en 1789. Combats d'hier, combats à recommencer... Aujourd'hui, le retrait des services publics, l'affaiblissement d'un cadre social protecteur en matière de santé et de droit du travail, les politiques clientélistes et les pratiques mafieuses aux antipodes de la vertu républicaine, offrent un terreau favorable aux communautarismes religieux, réfractaires aux principes républicains de liberté et d'égalité, pourvoyeurs en identités de substitution et en reconnaissances à bas prix.

Mais ce livre politique ne se borne pas à soutenir l'implication réciproque de la laïcité et du peuple, sous ses trois déclinaisons républicaine, démocratique et sociale. Il perçoit le génie historique et philosophique de la laïcité, d'être non seulement politique mais simultanément humaniste. Comme l'enseigne la philosophie politique, les grands modèles politiques engagent des visions de la société, de l'humain et du monde. Dans le cas de la laïcité, un idéal de liberté individuelle croise un projet d'émancipation collective. Une visée de l'universalité humaine, en chacun et dans l'organisation sociale, incarnée dans une histoire ouverte, oriente la laïcité. On comprend pourquoi avec *La laïcité pour 2017...*, l'histoire de la laïcité ne commence pas en 1905, ni en 1789. Il y a une histoire, et une préhistoire, de la laïcité, perceptible dès le XVI^e siècle dans le refus des guerres de religion, des persécutions religieuses et des haines théologiques. D'abord circonscrite à la religion et à la conscience, cette levée de liberté a progressivement pris aux XVII^e et au XVIII^e siècles une tournure rationaliste et politique. Les auteurs de *La laïcité pour 2017...* font valoir cette richesse intellectuelle et morale de la laïcité. Délaissant les scories antihumanistes d'un structuralisme qui a mal vieilli, ils retrouvent

l'humanisme universaliste de Buisson et Jaurès, et se réfèrent aux combats des Lumières contre le fanatisme, pour la liberté et la rationalité. Ils montrent qu'aujourd'hui, la laïcité a vocation à s'imposer comme l'antidote politique et intellectuel de deux maux en miroir: l'individualisme égoïste et le communautarisme grégaire.

L'ouvrage voit clair sur la réplique à opposer à l'offensive politique que mène aujourd'hui l'islamisme, qui concerne l'ensemble des démocrates puisque, comme l'écrit Gilles Kepel, « l'islamisme absolu considère le peuple souverain ou *dèmos* comme une idole à renverser et que la souveraineté n'appartient qu'à Allah et que la seule Loi est la charia ». Mais Cocq et Teper alertent sur les dangers d'un interventionnisme de la puissance publique, sans pour autant se retrancher derrière un formalisme juridique qui méconnaît le problème social et politique, car, écrivent-ils, « le dialogue avec les religions, qu'il convient d'avoir pour imposer le cadre républicain, ne peut se transformer en ingérence dans la bataille théologique et politique qui se mène au sein même de l'islam ». La séparation laïque des Églises et de l'État n'est pas une loi qu'il suffirait de nommer pour la voir s'appliquer. Le principe laïque de séparation n'est jamais acquis : sa mise en œuvre résultera toujours d'une volonté démocratique et d'un combat idéologique au sein des religions et hors d'elles. Le combat des catholiques laïques en faveur du droit au mariage homosexuel, malgré la Manif pour tous, ne fut-il pas, à cet égard, exemplaire d'engagement efficace ?

Ce très bon ouvrage militant est éclairant également sur l'école, autre lieu disputé dans le champ de bataille qu'est devenue la laïcité. Les laïques « ouverts et inclusifs » ont oublié que la séparation de l'Église catholique et de l'école publique a historiquement précédé la séparation des Églises et de l'État. Ils choisissent ainsi d'ignorer des pans entiers de l'histoire et de la pensée laïques car ils n'aiment pas parler de la singularité de l'école publique et de la recherche publique, saccagées par l'ultralibéralisme. Ils préfèrent opposer deux laïcités : la leur, la bonne, ouverte et respectueuse des différences ; et celle des autres, rationalistes dogmatiques et nostalgiques de la France coloniale. Ils n'ont toujours pas digéré la loi du 15 mars 2004 parce qu'elle présume que l'école publique est un lieu

d'enseignement qui n'est pas comparable à l'espace public de la rue. S'ils n'ont pas renoncé à miner cette loi, ils concentrent aujourd'hui leurs forces contre l'Université qu'ils rêvent de communautariser. Ils sont en phase avec les islamistes passés à l'offensive pour y imposer une présence et une pression maximales. Ils veulent accréditer l'idée que la laïcité de l'enseignement public ne concernerait que les seuls personnels, par opposition aux usagers qui ne seraient pas concernés par la laïcité. Mais il faudrait pour cela qu'un élève et un étudiant soient de simples usagers de connaissances et des consommateurs de sciences. Comme l'écrivent Teper et Cocq, l'astriction au principe de laïcité concerne « l'activité publique d'enseignement et de recherche elle-même », pour des raisons qui tiennent à leur visée et à leurs méthodes. L'enseignement et la recherche ont un besoin vital de distance critique et de complète liberté de la pensée, sans restriction ni réserve, notamment religieuse. La rationalité et le questionnement libres forment la règle d'or de tout enseignement véritable. Durkheim observait que les premières écoles chrétiennes elles-mêmes avaient éprouvé un besoin de laïcité, de rationalité libre, dès lors qu'elles cherchaient à enseigner des connaissances, au lieu de se borner à inculquer des habitudes et des croyances. On comprend alors qu'en réclamant aujourd'hui l'extension de la loi du 15 mars 2004 à l'ensemble de l'espace public, le Front national nie, lui aussi, la spécificité de l'enseignement public. Il en est de même de la confusion de la neutralité laïque dans les services publics et dans les entreprises privées : en prétendant élargir la laïcité aux entreprises privées sur le modèle des services publics, on sape les fondements républicains du service public voué à l'intérêt général et on consacre la logique de privatisation du secteur public.

Avec La laïcité pour 2017..., la laïcité se place au carrefour de plusieurs formes et régimes de liberté, avec la recherche du maximum de liberté pour tous. Le mouvement réactionnaire de la Manif pour tous contre l'égalité des droits et la reconnaissance de l'émancipation individuelle au regard des orientations sexuelles, a trouvé face à lui la laïcité militante de la liberté personnelle et d'une société émancipée des morales religieuses, les interdits et les prescriptions religieux ne pouvant, d'après elle,

s'imposer qu'à ceux qui y croient. Cocq et Teper rappellent que la laïcité implique le droit de pratiquer paisiblement et collectivement son culte mais aussi celui d'interpeller « par la voix de la raison, la religion, les religions, toutes les religions ». Ils ne renient pas le code génétique de la laïcité : la revendication du libre examen, et une résistance opposée au fanatisme religieux et aux guerres qu'il suscite, aggrave, ou justifie. À l'exemple de Spinoza, la laïcité veut une société de paix par la liberté individuelle et collective. Le livre rappelle qu'en France, la laïcité fut à l'origine de la loi sur les associations de 1901 qui renforce les possibilités de créer du commun dans le peuple, par-delà les conceptions spirituelles. *La Laïcité pour 2017 et au-delà* est à lire avec attention et à diffuser sans modération.